DIAL 2972

CUBA - Le futur en débat

Lucila Horta

samedi 1er décembre 2007, mis en ligne par Dial

Il y a un peu plus d'un an, Raúl Castro prenait la tête d'un gouvernement intérimaire, remplaçant son frère convalescent. Depuis lors, et déjà auparavant, les questions sur le futur – politique, économique etc. – de l'île sont récurrentes. Lucila Horta dans cet article publié dans Noticias Aliadas*, le 19 septembre 2007, présente les efforts entrepris par le gouvernement pour tenter de remédier aux problèmes les plus flagrants du pays.*

Après une année de gouvernement intérimaire de Raúl Castro, des actions sont en cours à Cuba pour augmenter la qualité de vie de la population et améliorer le modèle socioéconomique existant. Un débat sur l'avenir du socialisme cubain a lieu, favorisé par les structures gouvernementales.

En juin dernier, il y a eu en ce sens une analyse exhaustive destinée à identifier les problèmes et à ce que les dirigeants des 169 Assemblées municipales du pouvoir populaire, les organes du gouvernement local, suggèrent des solutions. Une convocation a aussi été lancée pour qu'il soit fait de même sur les lieux de travail et d'étude.

Au rang des sujets débattus se trouvent les dispositions à adopter pour éviter la corruption et les délits. Les questions relatives aux sphères des services à la population, à l'autosuffisance alimentaire et à tout ce qui fait obstacle à l'augmentation de la production agricole, pour améliorer l'offre, diminuer les prix de vente et réduire les importations, questions qui ont aussi occupé une place centrale.

Une avancée sur ce plan est le paiement, d'avril à juin 2007, de 25 millions de pesos (un peu plus d'1 million de dollars) par diverses entreprises d'État qui les devaient à des paysans. Ce mécanisme financier a été maintenu pour éviter que ne se reproduisent de telles anomalies.

En août, le prix payé aux producteurs de lait et de viande a été également augmenté de jusqu'à 250%, pour stimuler les volumes de ces biens, et des mesures organisationnelles ont été prises pour assouplir la distribution des produits laitiers.

Le gouvernement de Raúl Castro n'est pas parti de zéro pour la réalisation de certaines transformations. Malgré quelques irrégularités et insuffisances, se poursuivent les plans de construction de logements, les réparations d'écoles et d'hôpitaux, le plan pour réhabiliter les réseaux hydrauliques et l'extension des aqueducs, l'installation d'équipements modernes de diagnostic et de traitements dans tous les centres hospitaliers du pays, alors qu'ont été créées de nouvelles salles vidéo, des « clubs jeunes d'informatique » et des salles d'informatique.

On a ouvert « des chaines provinciales et municipales de télévision ; commencent à arriver les premiers omnibus et locomotives chinoises (pour améliorer le système de transport) ; on construit des magasins modernes d'alimentation, des usines de pâtes, de yaourt au soja, de chocolat ; les quotas ont été augmenté pour le riz, les grains et les œufs [depuis 2006] et les premières augmentations des salaires et des pensions ont eu lieu [depuis fin 2005] », a rappelé le vice-président Carlos Lage devant les autorités de

base du Pouvoir populaire en juin.

Ces bénéfices, parmi ceux auxquels ont accès les Cubains malgré les carences évidentes, font que la majeure partie veut préserver les acquis et réaliser des changements, tout en maintenant le système actuel d'équité. Le chef du gouvernement intérimaire lui-même a critiqué les fonctionnaires qui se refusent à réaliser des transformations et abordé plusieurs des problèmes actuels du pays pendant son discours du 26 juillet dernier, anniversaire de l'assaut du Cartel Moncada, en 1953, qui essaya de renverser le dictateur Fulgencio Batista.

« Nous sommes conscients […] de ce que le salaire est toujours clairement insuffisant pour satisfaire toutes les nécessités et, partant, qu'il a pratiquement cessé de remplir son rôle de moteur du principe socialiste selon lequel chacun apporte selon sa capacité et reçoit selon son travail. Cela a favorisé des manifestations d'indiscipline sociale et de relâchement qu'une fois installées il est difficile de déloger », a déclaré Raúl Castro dans son discours.

Il a garanti d'autre part que les problèmes sont à l'étude, et que des solutions sont recherchées. « Nous devrons introduire les changements structurels et conceptuels qui seront nécessaires. Il faut également […] récupérer la production industrielle nationale et incorporer de nouveaux secteurs qui éliminent des importations ou créent de nouvelles possibilités d'exportation ».

En partant d'aspects comme ceux-ci le débat citoyen suit maintenant son cours et les propositions concernant de possibles transformations dans l'économie et ailleurs sont collectées. C'est un moyen employé à d'autres moments de l'histoire cubaine avant de mettre en place des résolutions importantes.

Invités depuis avril par la revue *Temas* à se prononcer sur des alternatives applicables, plusieurs universitaires s'accordent pour dire que, pour que l'économie progresse de manière satisfaisante, des changements dans le système de propriété et dans les conditions de possession des ressources sont nécessaires. L'excessive centralisation doit être éliminée. Tous penchent aussi pour que soient créées des coopératives pour les services et quelques petites industries.

Pour la docteure en philosophie Isabel Monal, « la propriété sociale des moyens de production ne fonctionne pas […] Une des difficultés est que les travailleurs ne se sentent pas propriétaires de leurs moyens de production ».

Aurelio Alonso, politologue, est du même avis : « L'État socialiste doit maintenir une fonction régulatrice, être un investisseur, et être aussi propriétaire des ressources naturelles, des grands services publics […]. Mais il doit aussi légitimer l'économie mixte, en incluant non seulement les investisseurs étrangers, mais également les investisseurs cubains ». Les petits commerces et les entreprises de service n'ont pas de raison de faire partie de la structure étatique.

Le professeur Pedro Campos est sceptique. Il considère que les grands investissements publics sont réduits à néant, gaspillés par les « mêmes ministères inefficaces ». Malgré cela, il a fait une série de propositions qui vont de l'élimination d'une des deux monnaies en circulation (le peso cubain et le peso convertible équivalent au dollar) à la façon d'organiser au mieux l'agriculture, en octroyant en usufruit la terre cultivable non utilisée à « des groupes de paysans souhaitant former des coopératives » et en « libéralisant complètement le marché interne de tous les produits agricoles et de la pêche ».

Ramón de la Cruz Ochoa, juriste, place aussi parmi les problèmes graves « la double circulation de monnaie ou la différence entre les salaires et le coût de la vie, qui demeure trop prononcée », et des problèmes dérivés du laxisme dans l'exigence administrative qui ont favorisé l'indiscipline du travail.

On retrouve souvent dans la population l'opinion d'Elíades Consuegra, technicien en chaudières, qui résume quelques inquiétudes : « Raúl n'a pas dit ce qui se fait ou se ferait de nouveau, mais il est encourageant de savoir qu'existe une conscience de la nécessité de changements ».

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 2972.
– Traduction de Jean-Luc Fourel pour Dial.
– Source (espagnol) : Noticias Aliadas, n° 17, 19 septembre 2007.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteure, le traducteur, la source française ([Dial - http://enligne. dial-infos. org) et l’adresse internet de l’article.